

## Note de recherche stratégique n°15 - janvier 2015

# Oman : future pièce maîtresse de la stratégie américaine dans le Golfe et l'océan Indien

**Pierre RAZOUX**

Directeur de recherche à l'IRSEM<sup>1</sup>

Si à court terme, l'avenir du sultanat d'Oman est empreint d'incertitudes liées à la crise de succession qu'engendrerait la disparition du sultan Qaboos (malade et sans héritier), la valeur géostratégique d'Oman est indubitablement en forte hausse à moyen et long termes, justifiant une plus grande attention des milieux de la recherche stratégique.

Sans remettre en cause sa neutralité qui lui a permis de jouer récemment les intermédiaires entre Washington et Téhéran et lui permet aujourd'hui d'assurer de bons offices entre Téhéran et Riyad, le sultanat, qui contrôle le détroit d'Ormuz et se targue de n'avoir aucun ennemi, s'est lancé dans un immense programme d'infrastructures qui devrait lui permettre de s'imposer comme un hub régional majeur. Le port de Doqum (Duqm), bien protégé et idéalement placé en bordure de l'océan Indien, illustre cette stratégie. Ce nouveau hub aéroportuaire, énergétique, logistique et commercial a vocation à concurrencer celui de Djebel Ali, aux EAU, et à devenir l'une des principales portes de sortie des hydrocarbures de la péninsule Arabique en direction de l'Asie. Les Américains, qui ont supplanté les Britanniques en Oman, en sont parfaitement conscients et envisagent de renforcer leur présence militaire sur place, pour faire du sultanat une pièce maîtresse de leur stratégie dans le Golfe et l'océan Indien. Les Indiens, les Chinois et les Iraniens l'ont compris également. Même si la France ne représente que le 3<sup>e</sup> partenaire du sultanat en matière de coopération militaire (15-20 % des marchés d'armements), derrière le Royaume-Uni (30 %) et les Etats-Unis (40 %), les Omanais la considèrent comme un interlocuteur de choix.

<sup>1</sup> Pierre Razoux, auteur de *La Guerre Iran-Irak : Première guerre du Golfe* (Perrin, 2013), s'exprime à titre personnel. Ses propos ne sauraient engager ni l'IRSEM, ni le ministère de la Défense. Cette NRS est le fruit d'une mission de terrain conduite au sultanat d'Oman du 1<sup>er</sup> au 7 septembre 2014.

## Sommaire

|  |    |
|--|----|
| Des incertitudes liées à la question de la succession .....  | 2  |
| Une situation géographique idéale pour surveiller le Golfe, la péninsule Arabique et l’océan Indien, et contrôler les flux d’hydrocarbures vers l’Asie ..... | 4  |
| Un hub de développement majeur tourné à la fois vers la péninsule Arabique, l’Asie et l’Afrique de l’Est .....   | 5  |
| Un État courtisé par ceux qui souhaitent jouer un rôle en océan Indien .....   | 6  |
| De réelles opportunités pour les sociétés françaises.....  | 8  |
| Cartes.....  | 9  |
| Oman en quelques chiffres .....  | 12 |
| Pour aller plus loin.....  | 12 |

Contrairement à l’Arabie Saoudite, au Qatar et au Yémen qui bénéficient d’une couverture médiatique importante et d’une littérature scientifique abondante, peu de chercheurs s’intéressent au sultanat d’Oman, alors même que ce pays cultivant le secret, situé au carrefour de plusieurs cultures (arabe, persane, indienne, africaine et britannique), occupe une place grandissante sur l’échiquier géopolitique régional, qu’il offre des potentialités économiques réelles et qu’il s’impose chaque jour davantage comme la porte d’entrée de la péninsule Arabique pour les puissances asiatiques<sup>2</sup>.

### Des incertitudes liées à la question de la succession

Dans une brève allocution télévisée enregistrée et diffusée le 5 novembre 2014, le sultan Qaboos (74 ans), qui règne sur Oman depuis 44 ans, est apparu très affaibli, a confirmé qu’il était malade et qu’il ne pourrait assister à la fête nationale du 18 novembre. L’absence d’héritier et de successeur officiellement désigné, dans une monarchie absolue où la moindre décision est validée par le sultan, laisse craindre une vacance du pouvoir redoutée par les institutionnels omanais<sup>3</sup>, la société civile, les

---

<sup>2</sup> Depuis quatre ans et le début des révoltes arabes, le seul article traitant spécifiquement d’Oman reste celui de Hugh EAKIN, « In the Heart of Mysterious Oman » publié le 14 août 2014 par *The New York Review of Books*. Parmi les quelques livres traitant d’Oman, édités principalement au Royaume-Uni, on peut citer celui de Jeremy Jones et Nicholas Ridout, *Oman: Culture and Diplomacy*, publié en 2013 par les presses universitaires d’Edinbourg (confer bibliographie).

<sup>3</sup> En cas de décès du sultan, le conseil de famille disposerait de 3 jours pour s’entendre sur le nom d’un successeur issu de l’une des deux plus grandes familles omanaises. En l’absence de compromis, le sultan aurait lui-même désigné son successeur dans deux enveloppes scellées enfermées dans deux coffres aux deux extrémités du pays (Mascate et Salalah). Pour l’heure, il est impossible de prédire quel pourrait être le successeur, même si certains experts parient sur Assad al-Said (57 ans), l’un des cousins germains du sultan qui

industriels étrangers impliqués dans l'économie locale et les principales représentations diplomatiques. La disparition possible du sultan, à court ou moyen terme, laisse présager une période d'incertitude propice à l'instabilité intérieure. Cette instabilité pourrait être instrumentalisée par les voisins saoudiens et émiriens qui entretiennent des relations complexes à l'égard de la famille royale omanaise et qui pourraient être tentés de saper son autorité afin d'affaiblir la branche ibadite de l'Islam (dont le sultan est issu et qui règne sur Oman en bonne intelligence avec les autres minorités religieuses, y compris chiite) au profit des sunnites, principale minorité du pays.

La succession éventuelle du sultan soulève également des questionnements de politique étrangère. Le sultan Qaboos, gardien du détroit d'Ormuz, applique une politique de stricte neutralité et de bon voisinage avec l'ensemble de ses voisins, y compris l'Iran, ce qui ne l'empêche pas de s'en remettre aux Etats-Unis et au Royaume-Uni pour garantir sa sécurité. Washington et Londres feront donc probablement tout pour s'assurer que son successeur respecte la même ligne politique, voire même qu'il s'affiche en allié docile en les autorisant à intervenir militairement depuis le territoire omanais. Tel n'est pas le cas aujourd'hui, puisque les accords qui lient Oman aux Etats-Unis et au Royaume-Uni prévoient explicitement que ces deux Etats ne peuvent pas utiliser, à des fins offensives, leurs moyens militaires déployés au sultanat sur les bases de Masirah, Thumrait et Sohar (voir cartes). Cette restriction a nourri une controverse entre Mascate et Washington lorsqu'à l'été 2014, des djihadistes ont mis sur Youtube une vidéo laissant à penser que des frappes américaines de drones au Yémen partaient de la base omanaise de Thumrait.

Au-delà des incertitudes liées à la succession, les autorités omanaises ont quatre préoccupations majeures : le maintien de la bonne image du sultanat, pour continuer à attirer les capitaux et les touristes ; la lutte contre Al Qaïda et ses affidés, pour éviter l'apparition du terrorisme sur le territoire omanais ; l'exportation du chaos et du terrorisme yéménites vers la province omanaise du Dhofar ; la progression de l'Etat Islamique, en ce qu'elle pourrait menacer la stabilité régionale et la cohésion d'un Conseil de Coopération du Golfe (CCG) déjà fragilisé par les rivalités entre le Qatar d'une part, l'Arabie Saoudite et les EAU d'autre part. La démocratisation du régime ne semble pas d'actualité, même si de nombreux Omanais espèrent une réforme institutionnelle qui aboutirait à la nomination d'un Premier ministre et à celle de ministres régaliens en charge effective de leur portefeuille, pour atténuer les effets d'une possible vacance du pouvoir<sup>4</sup>. L'hypothèse d'une prise de pouvoir transitoire par l'armée est fréquemment évoquée, en cas de troubles intérieurs graves liés à la disparition du sultan.

Pour les représentants de la société civile, Oman fait face aujourd'hui à quatre défis majeurs : l'éducation et l'insertion professionnelle des jeunes (50 % de la population a moins de 25 ans) ; la conduite d'une politique équilibrée d'« omanisation » (remplacement des travailleurs étrangers par des Omanais) ; la préparation de l'après-pétrole ; la poursuite de la politique de tolérance religieuse qui caractérise le sultanat, malgré un regain de tensions qui a suivi les échauffourées et les manifestations sociales de mars 2011. Après une phase initiale de répression qui a causé deux morts, le sultan a accru le niveau des prestations sociales (déjà élevé), a recruté 50 000 postes

---

est son représentant personnel, qui peut se prévaloir d'une réelle expérience militaire, qui est très populaire au sein de l'institution militaire, qui n'est pas suspecté d'affairisme et dont le fils aîné est marié à une grande famille du Dhofar, région à la fois riche et politiquement sensible puisqu'elle a longtemps revendiqué son autonomie.

<sup>4</sup> Pour l'heure, c'est le sultan qui cumule la réalité du pouvoir effectif des ministères régaliens (Défense, Intérieur, Sécurité, Affaires étrangères, Finances).

supplémentaires dans l'administration et l'armée, a donné des gages aux conservateurs<sup>5</sup> et a limogé plusieurs ministres<sup>6</sup>.

### **Une situation géographique idéale pour surveiller le Golfe, la péninsule Arabique et l'océan Indien, et contrôler les flux d'hydrocarbures vers l'Asie**

Les Etats-Unis se voient présents en Oman sur le très long terme. Ils sont conscients de la situation géographique idéale du sultanat qui leur offre un excellent point d'appui suffisamment vaste, sûr, stable et peu peuplé, qui leur permet d'agir à la fois en direction du Golfe, de la péninsule Arabique et de l'océan Indien (voir cartes). Oman, situé à l'extrémité de la péninsule Arabique, est en effet protégé par un vaste désert et des massifs montagneux faciles à défendre. Son territoire constitue une excellente base d'appui pour surveiller, voire contenir l'Iran, l'Irak, le Yémen et le Pakistan, mais aussi pourquoi pas l'Arabie Saoudite à terme. Car de plus en plus de journalistes, de chercheurs et de responsables sécuritaires américains s'interrogent sur l'évolution du régime saoudien et sur le futur des relations entre Washington et Riyad<sup>7</sup>.

De ce point de vue, les autorités omanaises apportent une expertise précieuse. D'après elles, l'Arabie Saoudite comprendrait que la situation régionale est en train de lui échapper, que le rapport de force n'évolue pas en sa faveur et qu'il va lui falloir faire preuve de pragmatisme vis-à-vis de l'Iran. Dans cette phase délicate, il serait crucial de ménager la susceptibilité de la famille régnante saoudienne. Les Omanais sont convaincus qu'une fois un accord trouvé sur le dossier nucléaire, les autres pétromonarchies du Golfe se précipiteront à Téhéran pour renouer des relations cordiales avec la République islamique<sup>8</sup>. Oman surveille également de près l'évolution de la situation intérieure au Yémen, redoublant d'attention sur les questions liées à l'exportation de l'Islam radical. Le sultanat contrôle très strictement sa frontière sud et estime que le maillage sécuritaire qu'il y a mis en place (barrière de sécurité, armée, police, milice réserviste) est suffisant pour lutter contre les infiltrations de prédicateurs et de terroristes, même s'il reste volontairement perméable à la contrebande (voir cartes). Cette contrebande lui permet de maintenir d'excellentes relations avec les tribus qui peuplent la zone mitoyenne de l'autre côté de la frontière. Oman, qui s'est accommodé dans le passé d'un Yémen tant divisé qu'unifié, insiste sur le fait qu'il se satisfera demain aussi bien de l'une ou de l'autre de ces deux formules.

Les bases américaines en Oman permettent également à l'US Navy de surveiller plus étroitement les détroits stratégiques d'Ormuz et de Bab el-Mandeb, mais aussi les flux maritimes en océan Indien et les bases navales que la Chine et l'Inde ont établies dans la région (voir cartes). L'US Navy peut lutter ainsi plus efficacement contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes. En s'appuyant sur ses bases de Diego Garcia (louée au Royaume-Uni), de Djibouti, de Masirah et de Doqum (en

---

<sup>5</sup> En réduisant les « atteintes visibles à la pudeur islamique » (suppression des orchestres dans les hôtels, fermeture de night clubs, interdiction de la consommation d'alcool), alors même que le tourisme de haut de gamme reste une source importante de revenus pour le sultanat.

<sup>6</sup> Ribadeau-Dumas L., « Le sultanat d'Oman, entre répression et succession », *AFP*, 3 septembre 2014.

<sup>7</sup> Comme en témoignent de nombreux articles récents dans la presse américaine et celle du Golfe (voir notamment les articles du *New York Times* en date des 6 février et 20 novembre 2014 et ceux d'*Arab News* en date des 29 mars et 15 mai 2014), et comme l'illustrent les propos critiques du vice-Président Joe Biden lors d'une conférence à l'université d'Harvard, le 2 octobre 2014.

<sup>8</sup> Ahmed Ali al-Mukhani, « Gulf States should form regional bloc with Iran », *Al Monitor*, 9 avril 2014.

Oman), la marine et l'aviation de patrouille maritime américaines sont en mesure de contrôler très efficacement un triangle virtuel par lequel transitent les flux maritimes en direction ou en provenance de l'Asie.

Les Etats-Unis, qui insistent localement sur le fait que « leur relation avec l'Iran n'est plus un problème », sont en revanche préoccupés par les risques d'éclatement du CCG, par l'avenir politique de l'Arabie Saoudite et du Yémen, mais surtout par l'influence grandissante de la Chine dans la région et la présence de certains de leurs sous-marins nucléaires d'attaque en océan Indien. De ce point de vue, la stratégie énergétique régionale des Etats-Unis consiste à convaincre les pétromonarchies du Golfe de leur intérêt à connecter leurs gazoducs et leurs oléoducs au réseau omanais (en cours d'amélioration pour lui permettre d'évacuer des quantités beaucoup plus grandes d'hydrocarbures), afin de miser sur un débouché direct et sûr au cœur de l'océan Indien et s'affranchir ainsi des deux goulets d'étranglement potentiellement dangereux que sont les détroits d'Ormuz et de Bab el-Mandeb. Cette situation permettrait à Washington de contrôler à terme le robinet d'évacuation des hydrocarbures en direction de la Chine et de l'Asie, lorsque ceux-ci représenteront plus de 80 % de l'ensemble des hydrocarbures extraits de la péninsule Arabique (à échéance 2020)<sup>9</sup>.

### **Un hub de développement majeur tourné à la fois vers la péninsule Arabique, l'Asie et l'Afrique de l'Est**

L'administration américaine est convaincue que la valeur géostratégique d'Oman va croître davantage avec la montée en puissance du hub aéroportuaire de Doqum qu'elle vient de déclarer « sûr pour les navires militaires nucléaires », où ses sous-marins nucléaires d'attaque et ses porte-avions nucléaires font escale et dans lequel le Pentagone envisage de renforcer sa présence navale. En 2008, dans la plus grande discrétion et en s'appuyant sur un consortium international européen et américain (dont ont été volontairement écartées les entreprises chinoises), le sultan Qaboos a lancé les travaux de construction d'un immense hub aéroportuaire sur le site de Doqum (Duqm), au bord de l'océan Indien (voir cartes). Ce hub majeur, financé intégralement sur fonds omanais (60 milliards d'euros sur 10 ans), vise à renforcer le développement économique du sultanat sur le long terme. Il vise à concurrencer le hub de Djebel Ali (aux EAU) et à convaincre les pétromonarchies du Golfe de se connecter au réseau énergétique omanais. Les EAU et le Qatar ont déjà relié certains de leurs gazoducs à Oman. L'Arabie Saoudite réfléchit à l'opportunité de prolonger ses conduits jusqu'en Oman pour évacuer ses hydrocarbures par le terminal de Doqum dont la capacité actuelle (460 000 barils/jour) sera triplée à échéance 2018. Ce hub d'une superficie équivalente à celle du Luxembourg contiendra une ville nouvelle de 250 000 habitants, un aéroport équipé d'une piste de 4 km accueillant tous types de gros porteurs, un port en eau très profonde équipé de 18 km de quais (capable de gérer 3,5 millions de containers et 5 millions de tonnes de minerais / le triple à long terme), de deux cales sèches pour supertankers et navires militaires, d'une zone franche industrielle, d'une zone touristique adaptée aux escales maritimes, des plus importants dépôts de stockage pétrolier de la région et d'une zone protégée réservée aux navires militaires (y compris nucléaires)<sup>10</sup>.

---

<sup>9</sup> Et 90 % à échéance 2035 si l'on en croit Tim Gould, analyste à l'Agence internationale de l'énergie (Ploquin JC., « Pétrole et gaz, la bascule vers l'Asie », *La Croix*, 25 mars 2013).

<sup>10</sup> Confer le site officiel du port de Doqum : [www.portduqm.com](http://www.portduqm.com).

Le hub de Doqum sera relié par voie terrestre à l'Arabie Saoudite par une autoroute et au reste de la péninsule par une voie ferrée de 2 245 kilomètres (voir cartes) dont la société nationale (Oman Rail Company) a entamé la construction du tronçon omanais<sup>11</sup>. Ce hub portuaire ambitionne également de centraliser le commerce maritime régional de containers en vue de le redistribuer vers la péninsule Arabique (une semaine de navigation de moins que pour Djebel Ali), le sous-continent indien (où les installations portuaires sont vieillissantes) et l'Afrique de l'Est riche en gaz naturel offshore, où les Omanais restent très influents, grâce à leur ancien comptoir de Zanzibar en Tanzanie.

### Un État courtisé par ceux qui souhaitent jouer un rôle en océan Indien

Dans un article paru en 2012, Cyril Robinet craignait un « vide stratégique » en océan Indien qui résulterait de la conjonction d'un pivot américain vers le Pacifique, d'un désengagement des Etats-Unis du Moyen-Orient et d'un activisme naval chinois qui se cantonnerait aux approches maritimes de la Chine<sup>12</sup>. Deux ans plus tard, les acteurs de la scène géopolitique régionale sont non seulement tous présents, mais très actifs pour faire valoir plus ou moins discrètement leurs intérêts stratégiques. Lors de la manœuvre aéronavale franco-américaine « Bois-Belleau » en océan Indien, en janvier 2014, les participants ont pu constater la présence de nombreux porte-aéronefs et sous-marins britanniques, chinois et indiens. A terme, on pourrait même s'interroger sur le fait que l'océan Indien ne souffre d'un « trop plein stratégique » susceptible d'évoluer en tensions militaires entre acteurs aux intérêts rivaux, tels que l'Inde et le Pakistan, la Chine et les Etats-Unis.

#### • Royaume-Uni

Le Royaume-Uni ne cache pas la rivalité qui l'oppose aux Etats-Unis à Oman. Il est conscient de devoir s'effacer derrière eux, mais privilégie le long terme en misant sur son *softpower* (influence culturelle et linguistique, présence de conseillers britanniques très proches du sultan). Il ne renonce pas non plus à mettre en exergue son *hardpower* à travers un exercice militaire majeur qu'il espère conduire en Oman en 2018. Les experts font d'ailleurs valoir que l'armée omanaise reste calquée sur le modèle britannique, même si son professionnalisme a diminué avec la politique d'« omanisation » du commandement et l'accroissement des effectifs destiné à acheter la paix sociale, après les manifestations de 2011. Le gouvernement britannique espère amener le sultan à prendre les décisions favorables à ses intérêts, notamment en matière économique : British Petroleum, très bien implanté, vient ainsi de réévaluer les réserves gazières du sultanat estimées désormais à 70 ans (au lieu de 30).

#### • Chine

Pour la Chine, Oman reste à la fois la porte d'entrée du Golfe et l'un de ses fournisseurs attirés en pétrole. Pékin a donc tout intérêt à la stabilité régionale pour maintenir son flux d'approvisionnement énergétique et éviter une intervention militaire américaine qui renforcerait la

---

<sup>11</sup> Chaque Etat de la région est responsable de la construction de son propre tronçon ferroviaire.

<sup>12</sup> Robinet C., « Existe-t-il un risque de vide stratégique dans l'océan Indien ? », in *Géopolitique de l'océan Indien*, Hérodote n° 145, 2<sup>e</sup> trimestre 2012.

mainmise de Washington sur la région<sup>13</sup>. La Chine mise sur le CCG pour préserver à la fois la stabilité politique et la stabilité des prix du pétrole, son intérêt étant de pouvoir compter sur un gaz et un pétrole bon marché. La politique actuelle de l'OPEP lui convient, d'autant qu'elle affaiblit la Russie qui dépend grandement de ses exportations d'hydrocarbures. Les autorités chinoises ne manifestent aucune ambition militaire dans la région du Golfe, même si elles reconnaissent des ambitions navales en océan Indien, face à l'Inde qu'elles considèrent comme un rival sérieux capable de désorganiser leurs lignes de communications maritimes. C'est la raison pour laquelle la Chine entretient six bases navales entre le golfe du Bengale, le golfe d'Oman, l'océan Indien et le mer Rouge (voir cartes).

#### • Inde

L'Inde considère le sultanat d'Oman comme son meilleur partenaire dans le Golfe. Ses intérêts peuvent être résumés ainsi : protéger les intérêts des 7 millions d'Indiens qui vivent et travaillent dans cette région (700 000 en Oman<sup>14</sup>) ; s'assurer d'un accès pratique et sûr à l'énergie (gaz et pétrole) au meilleur prix ; aider les pays du Golfe à se prendre en charge eux-mêmes, y compris sous l'angle sécuritaire, pour préserver leur stabilité et éviter l'intrusion du rival chinois. Car si l'Inde affirme n'avoir aucun problème avec l'Iran, les Etats-Unis et la Russie, elle reconnaît bien volontiers son extrême méfiance à l'égard de la Chine. Dans l'absolu, le gouvernement indien préférerait une région du Golfe sous influence iranienne et un océan Indien sous double influence indienne et occidentale, pour maintenir la Chine à distance.

#### • Russie

La présence russe reste très discrète en Oman (pas d'attaché de défense) et se concentre sur l'activité des services de renseignement (base régionale d'écoute du FSB) et sur la mise en place de relais financiers en direction de l'Asie du Sud, dans l'hypothèse où Oman deviendrait à terme un « Dubaï-bis ».

#### • Iran

Les autorités iraniennes sont très familières du contexte omanais et louent le « professionnalisme » avec lequel Oman a joué le rôle d'intermédiaire avec leurs interlocuteurs américains<sup>15</sup>. Elles leur savent gré de jouer aujourd'hui les bons offices entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Les relations entre Téhéran et Mascate sont suffisamment bonnes pour envisager la construction d'un gazoduc reliant l'Iran à Oman (voir cartes), destiné à alimenter le sultanat en gaz naturel et à renforcer ainsi la stratégie iranienne de contournement de l'embargo pétrolier. La neutralité omanaise convient parfaitement à l'Iran et l'accroissement éventuel de la présence militaire américaine au sultanat ne lui pose aucun problème, tant qu'Oman conserve sa posture neutre. Le gouvernement iranien craint

---

<sup>13</sup> Toupin H., « Hydrocarbures : le talon d'Achille chinois ? » in revue *Défense* n° 169, juillet-août 2014, pp. 54-55.

<sup>14</sup> La communauté indienne est la première communauté étrangère du sultanat d'Oman qui compte de grandes familles indiennes proches du sultan, implantées sur place depuis des siècles.

<sup>15</sup> Les négociations secrètes entre les Etats-Unis et l'Iran se seraient déroulées en six rounds étalés de décembre 2012 au printemps 2013, sous la houlette de John Kerry côté américain. Oman continue de jouer les bons offices entre Américains et Iraniens, comme en témoigne l'article « Kerry and Zarif to hold bilateral and nuclear talks in Oman » paru dans *The Peninsula* le 1<sup>er</sup> novembre 2014.

toutefois qu'un nouveau sultan devienne inféodé aux intérêts américains et remette en cause la politique d'équilibre du sultan Qaboos. Téhéran estime entretenir d'excellentes relations avec l'Inde, mais se méfie ouvertement de Pékin et se montre très attentif à l'évolution du CCG.

De son côté, Oman sait qu'il ne peut faire autrement que d'entretenir d'excellentes relations avec l'Iran avec lequel il partage le contrôle effectif du détroit d'Ormuz. Le sultan sait aussi que ce sont les Iraniens qui l'ont aidé à mater la rébellion du Dhofar, au début des années 1970. Les responsables sécuritaires omanais entretiennent donc les meilleures relations avec Téhéran et misent à terme, après le décès du Guide Ali Khamenei, sur l'arrivée au pouvoir d'une équipe favorable au maintien de l'ouverture de l'Iran au monde extérieur<sup>16</sup>.

### **De réelles opportunités pour les sociétés françaises**

Les autorités omanaises se souviennent que la France est l'un des deux Etats européens (avec le Royaume-Uni) à avoir noué des liens avec le sultanat dès le XVIII<sup>e</sup> siècle. Elles savent également que la France souhaite tenir son rang en océan Indien, comme en témoignent sa présence militaire à la Réunion, à Mayotte et sur ses bases de Djibouti et d'Abou Dhabi, mais aussi l'activité soutenue du commandement ALINDIEN à travers l'ensemble de la région. Même si la France ne représente que le 3<sup>e</sup> partenaire du sultanat en matière de coopération militaire (15-20 % des marchés d'armement), derrière le Royaume-Uni (30 %) et les Etats-Unis (40 %), les Omanais la considèrent comme un interlocuteur de choix, ne serait-ce que pour montrer aux Américains et aux Britanniques qu'ils sont capables d'équilibrer leurs partenariats. Les échanges commerciaux bilatéraux entre la France et Oman se sont en effet intensifiés ces dernières années (à hauteur de 585 millions d'euros en 2013), portés par quelques contrats d'armement (hélicoptères NH-90, missiles sol-air Mistral, véhicules légers VBL, appareils de radiocommunication). Des prospects importants dans le domaine de la surveillance des frontières maritimes et du renouvellement des véhicules logistiques laissent à penser que cette tendance pourrait se confirmer. Les projets d'infrastructures poussés par les autorités omanaises (hub aéroportuaire de Doqum, ligne ferroviaire trans-Golfe, modernisation du transport aérien) laissent eux aussi présager de réelles opportunités pour les sociétés françaises. Sur le plan institutionnel, un dialogue stratégique plus dense, des escales maritimes plus fréquentes (notamment à Doqum) et des visites officielles de haut rang pourraient contribuer à accroître la visibilité de la France au sultanat.

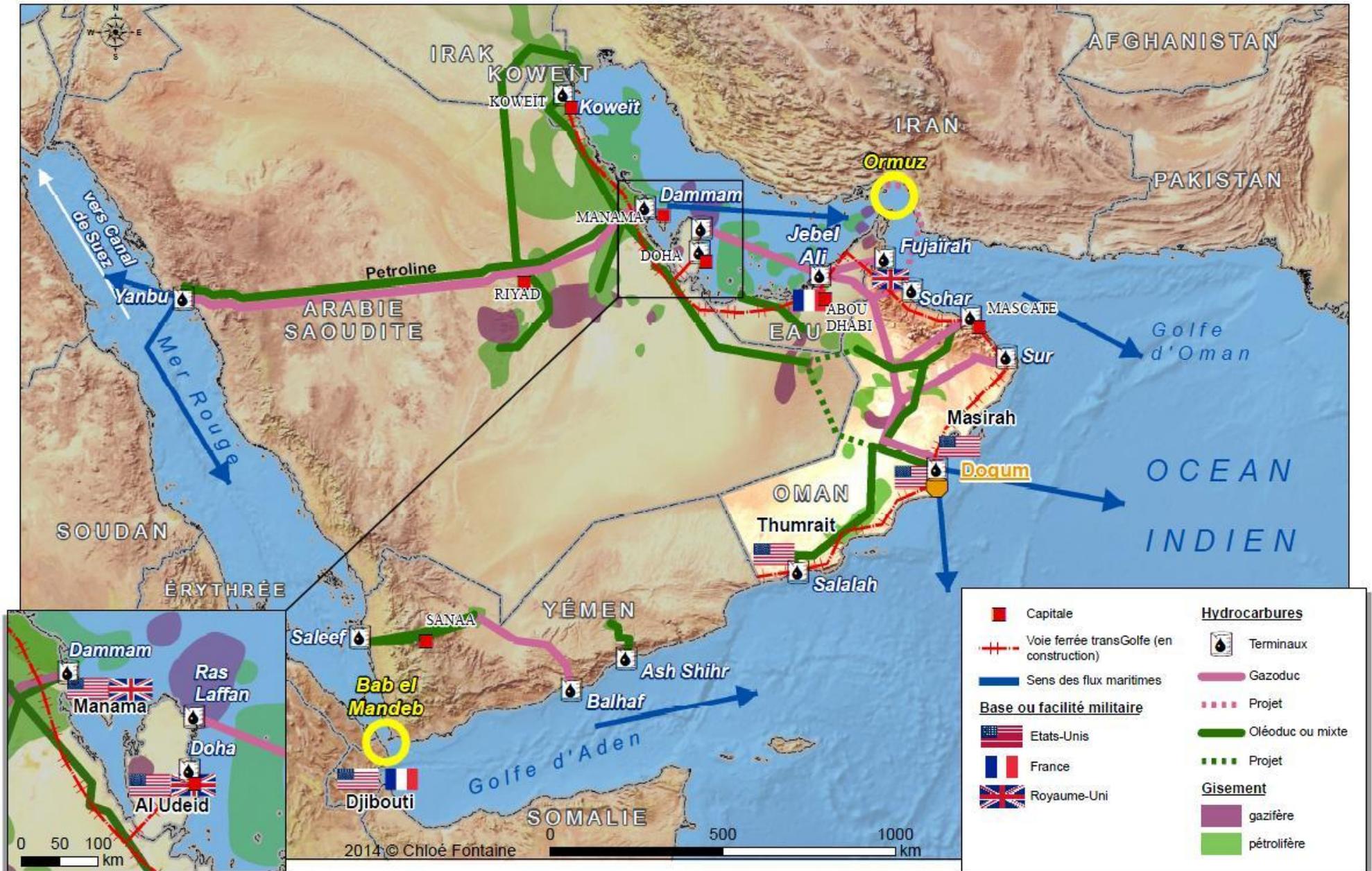


---

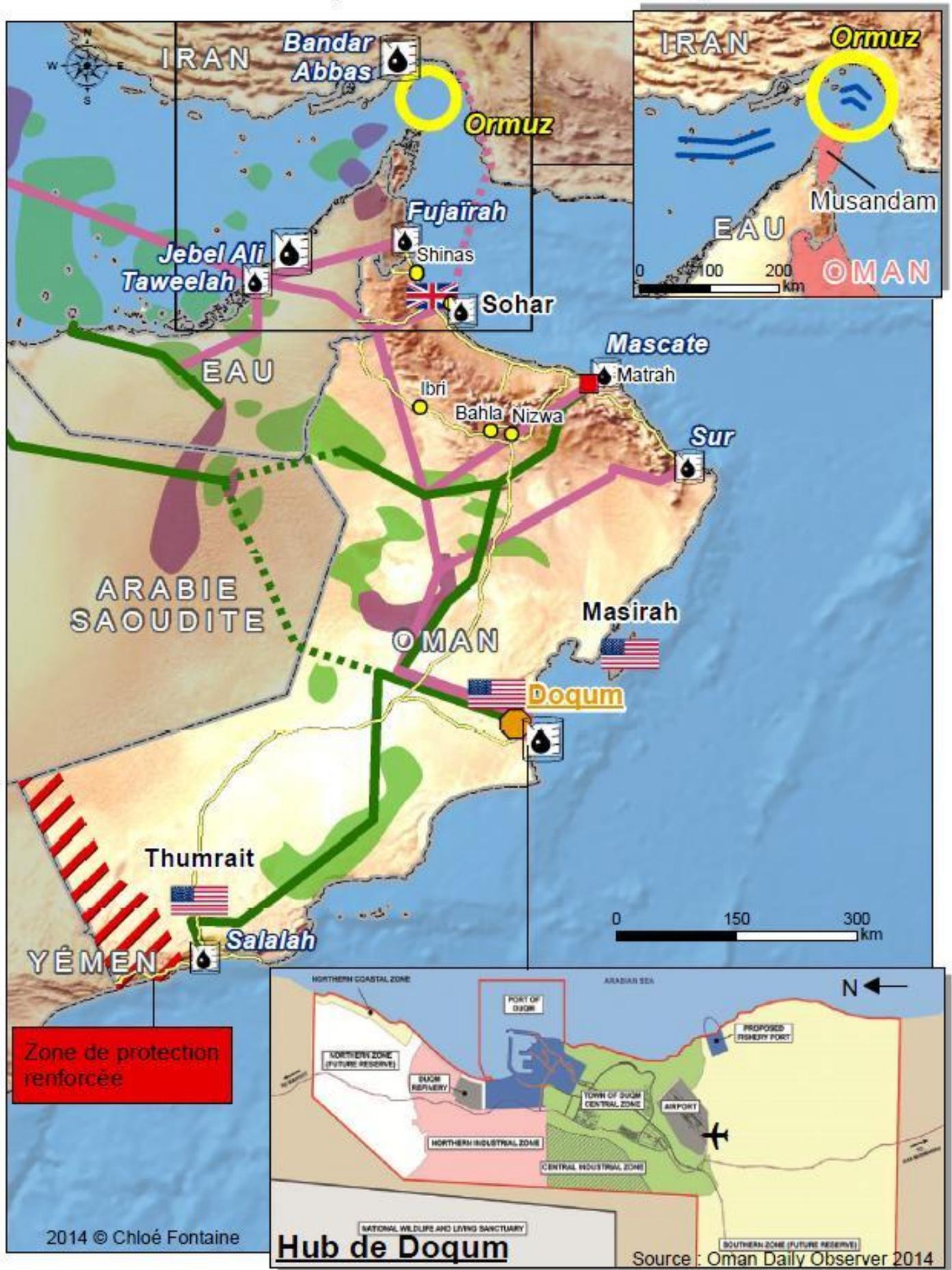
<sup>16</sup> Cette équipe pourrait être constituée de : Akbar Hashemi Rafsandjani à la tête du Conseil des experts (qui désigne le Guide), Sadeq Larijani (actuellement chef de la justice islamique) au poste de Guide suprême, et son frère Ali Larijani (actuellement président du Parlement) à la Présidence de la République.



# Oman : porte de sortie des hydrocarbures de la péninsule Arabique



# Doqum : futur hub stratégique de la péninsule Arabique



### Oman en quelques chiffres :

**Superficie** : 309 500 km<sup>2</sup>.

**Population** : 4 millions d'habitants (qui se répartissent en 2,2 millions de nationaux et 1,8 million d'étrangers dont 700 000 Indiens).

**Religions** : Ibadites (55 %), Sunnites (35 %), Chiïtes (10 %).

**PIB (2014)** : 84 milliards de dollars (55 % issus des hydrocarbures).

**Croissance annuelle (2014)** : + 3,4 %.

**Dettes publiques (2014)** : 8 % du PIB.

**Production journalière de pétrole (2014)** : 940 000 barils / jour.

**Production journalière de gaz naturel (2014)** : 2,9 millions de mètres cubes / jour.

**Réserves de pétrole** : 5,5 milliards de barils (16 ans au rythme de production actuel).

**Réserves de gaz naturel** : au moins 70 ans.

**Forces armées (2014)** : 56 000 hommes (professionnels), dont 10 000 dans la Garde royale et 36 000 dans l'armée de terre (5 brigades regroupant 190 chars Challenger 2 et M-60A3, 400 blindés légers dont 56 VAB et 132 VBL, 36 pièces d'artillerie lourde, des missiles antichars Milan et Javelin, de même que des MANPADS Mistral) ; l'aviation comptera à terme 48 avions de combat (24 F-16, 12 Eurofighter et 12 Hawk d'entraînement armé) ; la marine aligne 5 corvettes lance-missiles (3 BAE Systems et 2 Vosper) et 7 patrouilleurs lance-missiles (4 Vosper et 3 Al-Bushra d'origine française).

**Police et forces de sécurité (2014)** : 30 000 hommes.

### Pour aller plus loin :

Beasant J., 2013, *Oman: The true-life drama and intrigue of an Arab State*, Edinburgh, Mainstream Publishing.

Coates-Ulrichsen C., 2011, *Insecure Gulf: The end of certainty and the transition to the post-oil Era*, Londres, Hurst & Co Publishers.

Danahar P., 2014, *The new Middle-East: The World after the Arab Spring*, Londres, Bloomsbury Paperbacks.

Davidson C., 2012, *Power and politics in the Persian Gulf monarchies*, Londres, Hurst & Co Publishers.

Dazi-Heni F., 2013, *Monarchies et sociétés d'Arabie : Le temps des confrontations*, Paris, Presses de Sciences Po.

Jones J., Ridout N., 2013, *Oman: Culture and diplomacy*, Edinburgh University Press.

Katzman K., 2013, *Oman: Reform, Security and US Policy*, Congressional Research Service, Washington.

Valeri M., 2009, *Oman: Politics and Society in the Qaboos State*, Londres, Hurst & Co Publishers.

Worrall J., 2014, *State building and counter insurgency in Oman*, Londres, IB Tauris, Library of Modern Middle East Studies, Book n°107.

Revue HERODOTE n° 145, *Géopolitique de l'océan Indien*, 2<sup>e</sup> trimestre 2012.